



Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec

1600 De Lorimier, bureau 396, Montréal (Québec) H2K 3W5

Téléphone : 514-843-3236 | info@mepacq.qc.ca | www.mepacq.qc.ca

Qui sommes-nous?

Fondé en 1981, le Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MÉPACQ) regroupe 11 tables régionales en éducation populaire autonome qui rassemblent à leur tour plus de 300 groupes populaires et communautaires autonomes répartis partout à travers le Québec. Par le moyen de l'éducation populaire, nous travaillons ensemble à la transformation sociale de manière à faire émerger la solidarité et la justice sociale dans notre société.



Comité de travail: Vanusa Andrade, Vincent Greason, Josée Harnois, Jean-Yves Joanette, Valérie Lépine, Michel Savard et Jana Tostado de Loizaga.

Rédaction: Vincent Greason

Illustration de couverture : Boris

Janvier 2022

La reproduction en tout ou en partie de ce document est encouragée à condition d'en mentionner la source.

Introduction du livret

Après quarante ans d'existence, le Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MÉPACQ) a décidé de faire connaître son histoire!

Né dans le bouillonnement du mouvement populaire, le MÉPACQ a exercé une influence certaine sur l'évolution du mouvement communautaire autonome ainsi que sur la dynamique des luttes sociales au Québec.

Ce livret accompagne l'affiche *MÉPACQ : La petite histoire d'un grand mouvement*. Le livret sous forme de ligne du temps fait la liste des grands moments de notre histoire accompagné de photos d'archives.



Légende

Reconnaissance et financement

Luttes sociales

Documents et publications

Structuration du milieu

Évènements marquants





À la recherche de la reconnaissance et du financement

Années 60 - Émergence des groupes de résistance citoyens en milieux urbains et ruraux

En milieu urbain, les citoyennes et citoyens luttent contre la destruction des quartiers populaires et l'éviction des populations des centres villes (Montréal, Trois-Rivières, Québec, Gatineau, Sherbrooke). En milieu rural, les Opérations Dignités luttent contre le projet gouvernemental de fermer 96 villages et de relocaliser des dizaines de milliers de personnes.



1967 - Début du financement de l'éducation populaire (MÉQ)

En 1967, un projet pilote de financement de l'éducation populaire par le Ministère de l'Éducation du Québec (MÉQ) voit le jour. Par la suite, le programme OVEP - Organisme volontaire d'éducation populaire (1972) devient le premier programme de financement étatique s'adressant au milieu populaire. Éventuellement, le MÉQ finance l'éducation populaire en trois milieux : autonome (groupes populaires), syndical et scolaire (éducation des adultes). Dès 1988, le PSÉPA/PSAPA remplace le programme OVEP.

Années 70 - Les groupes populaires

Émergence de quatre types de groupes : services autogérés (garderies, comptoir alimentaires, centres de santé des femmes); défense des droits (ACEF, ADDS/OPDS, chômage, etc); féministes et culturels (journaux, théâtre, radio, TV). Ces groupes, fondés et utilisés par les membres, formeront le noyau de ce qui deviendra le MÉPACQ.

1972 - ICÉA et le Comité d'action des OVEP

L'ICÉA, par le biais de son Comité d'action des OVEP, joue un rôle rassembleur dans la structuration du milieu d'éducation populaire naissant.

1973 - Création des premières TROVEP

Les TROVEP de l'Outaouais (1973), Estrie (1975) Montréal (fin des années 1970) et Québec (fin des années 1970) sont fondées afin de regrouper les groupes populaires sur leur territoire et d'améliorer le financement public de l'éducation populaire autonome (ÉPA).



1978 - Assemblée générale, Comité d'action des OVEP (ICÉA)

L'assemblée adopte une définition de l'ÉPA. Celle-ci est un ensemble de démarches collectives visant la transformation sociale et économique des milieux. Pour la première fois, les groupes donnent un nom au travail qu'ils font. Les groupes se ralliant à la définition adoptée formeront un peu plus tard le MÉPACQ.

1980 - Création du Comité des priorités des dons (CRCQ)

Au fil des années, les communautés religieuses soutiennent politiquement et financièrement les groupes d'ÉPA et ce, jusqu'à 2,5 millions \$ annuellement. Au fil du temps, plusieurs personnes s'identifiant au MÉPACQ y siègent.

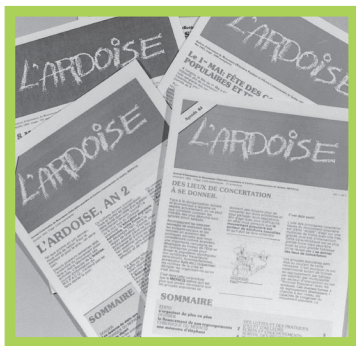
1981 - Incorporation du MÉPACQ

Formé par les quatre tables régionales en ÉPA, plusieurs regroupements nationaux et quelques groupes de base.



1981 et 1983 - Colloque « L'éducation populaire autonome : notre force » (1981) et « Le financement de l'éducation populaire autonome : une question de fond\$ » (1983)

Le MÉPACQ organise les premiers colloques sur la reconnaissance et le financement de l'ÉPA. Ils réunissent des organismes de différentes régions et secteurs. Les deux colloques jettent les bases des grandes revendications que le MÉPACQ portera sur la reconnaissance et le financement, les deux respectant l'autonomie et la spécificité des groupes populaires.



1982 - L'Ardoise

Le MÉPACQ publie L'Ardoise. C'est la seule revue, contrôlée par les groupes eux-mêmes, qui traite des enjeux politiques, sociaux et organisationnels du milieu populaire. La revue disparaît en 1991.

Milieu / fin des années 1980 - Création de nouvelles tables régionales en éducation populaire autonome

Saguenay – Lac-St-Jean et Abitibi Témiscaminque (1982). Assisté d'un projet Relais, Mauricie/Bois-Francs, Côte-Nord et Bas-St-Laurent (1984); Montérégie (1985) et Lanaudière (1988). La mission des tables régionales est semblable : regrouper les groupes d'ÉPA et revendiquer du financement auprès du MÉQ.

1983 - Grande Marche pour l'emploi

Face à la crise de chômage (un taux « officiel » de 16 %), les groupes populaires et les centrales syndicales s'unissent pour marcher de Québec à Montréal afin de revendiquer « de vraies jobs »!



1984 - Le MÉPACQ et l'aide sociale

Le milieu populaire s'organise régulièrement contre les dérapages du programme d'aide sociale. En 1984, la cible est discrimination envers les jeunes de moins de 30 ans; en 1996, c'est la distinction créée entre aptes et inaptes au travail; en 2005, contre le workfare déguisé du programme Objectif emploi...

1984 et 1985 - Résistance à la tentative de régionaliser le financement de l'ÉPA

Dans le cadre des premières grandes compressions budgétaires, le MEQ veut faire gérer le programme OVEP par les commissions scolaires. Une grande consultation est organisée. Le MÉPACQ craint que l'institutionnel s'accapare les argents dédiés aux groupes. Un moratoire est exigé et gagné. Le MEQ abandonne ce projet.



1985 - Création de Solidarité Populaire Québec (SPQ)

La première des grandes coalitions intersyndicale/populaire auxquelles le MÉPACQ est associé. On reconnaît de SPQ la pratique des commissions itinérantes et la démarche aboutissant à l'adoption de la Charte d'un Québec populaire. SPQ disparaît en 2001.

1989 - « Nous reconnaissez-vous » Le milieu communautaire s'organise...

Organisée par la Coalition des organismes communautaires du Québec (COCQ), mais réalisée par les tables en ÉPA en région, c'est la première grande action du milieu communautaire en appui à sa demande d'une reconnaissance étatique. Un nouveau mot apparaît pour la première fois. Le « communautaire » remplace tranquillement le « populaire ». Les mots changent. Le monde change.



1990 à 1992 - « Pour la reconnaissance et le financement de l'ÉPA »

La plateforme de revendication portée par le MÉPACQ jusqu'à la disparition des programmes du MÉQ en 2002. Portée également par le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ) et la Table des fédérations et organismes nationaux en ÉPA.

1992 à 1995 - Réactions à l'annonce de la coupure du PSÉPA

Le PLQ annonce la fin du programme de soutien à l'éducation populaire autonome (PSÉPA) et l'envoi du financement des groupes d'ÉPA dans des ministères différents. Trois ans de haute résistance s'amorcent et ce, partout dans la province. Le démantèlement du programme est repoussé après les élections de 1995. Durant la campagne électorale, le Parti Québécois (PQ) s'engage à maintenir le programme.



1993 - Adoption du « Cadre de référence pour un projet de société »

Une réflexion amorcée en 1989, le Cadre de référence donne les grandes balises du projet de société du MÉPACQ.

1995 - Accueil du maintien du PSÉPA, mais l'aventure de la PRAC s'amorce

Après l'élection du PQ, le PSÉPA est maintenu et bonifié de 1,2 million \$ (Hourra!) Le PQ invite le MÉPACQ à pousser sa revendication d'une reconnaissance de l'ÉPA lors des États-généraux sur l'éducation. Et le PQ annonce qu'il veut doter le Québec d'une politique de reconnaissance de l'action communautaire autonome (ACA). S'amorce une période charnière dans la vie du MÉPACQ (Oh là! la!).

1995 - Le MÉPACQ, la réforme Axworthy et le budget Martin (fédéral)

Le MÉPACQ réagit fortement à l'affaiblissement de certains programmes sociaux et au retrait du gouvernement fédéral d'autres (aide sociale, logements, chômage, abolition du Régime d'assistance publique du Canada).

1995 - Le MÉPACQ et le féminisme

Plusieurs composants du MÉPACQ participent et mobilisent pour la Marche pour du pain et des roses (FFQ, 1995). Celle-ci inscrit la pauvreté (des femmes et plus largement) à l'agenda du communautaire québécois. Par la suite, le MÉPACQ participe aux différentes Marches mondiales des femmes.



1995 à 2000 - Le MÉPACQ n'est plus le seul joueur principal sur l'échiquier du communautaire

Jusqu'alors les tables en ÉPA sont sensiblement les seuls regroupements régionaux dans le communautaire. À partir des années 1990, les regroupements régionaux en santé et services sociaux (à la suite de la Loi 120) et des femmes s'implantent. Les Corporations de développement communautaire (CDC) se multiplient.

1996 - Les colloques statutaires du MÉPACQ

Le MÉPACQ initie une tradition de colloques triennaux. Ce sont des moments de rassemblement importants pour la consolidation du MÉPACQ. En 2018, les colloques deviennent quinquennaux.



1996 à 2001 - Accélération de la lutte de la reconnaissance (sur les deux fronts de l'ÉPA et de l'ACA)

Toutes les tables régionales en éducation populaire et le secrétariat national participent aux États-généraux sur l'éducation (lutte pour la reconnaissance de l'ÉPA). En parallèle, le comité aviseur provisoire de l'ACA (prédécesseur du RQACA) est littéralement fondé dans les locaux du MÉPACQ (lutte pour la reconnaissance de l'ACA).

1997 - « La localisation, la régionalisation... et la mondialisation »

L'analyse du MÉPACQ des réformes néolibérales de régionalisation opérées par le gouvernement du PQ. Cette analyse et une tournée de formation outillent les groupes de base pour mieux comprendre la régionalisation.

1997- Financement des groupes en défense collective des droits

Victoire! Suite à la revendication issue de la 1e rencontre nationale des regroupements en ACA (1996), l'État accepte que le Fonds d'aide à l'action communautaire autonome (FAACA) finance prioritairement les groupes en défense collective des droits, dont les regroupements. Le financement de tous les regroupements régionaux en ÉPA est ainsi bonifié.





Dès 2000, il devient évident que le Gouvernement du Québec va adopter une Politique de reconnaissance de l'action communautaire (PRAC) qui reconnaîtra que tout organisme d'ACA ait à la fois « une mission de transformation sociale » et des « pratiques d'éducation populaire ». En corolaire, il est évident que le MÉQ n'est plus intéressé à soutenir l'ÉPA.

Ainsi, le MÉPACQ doit se repositionner. Si ce n'est plus la lutte pour le financement, pourquoi veut-on rester ensemble?

2000 - Congrès d'orientation

Avec l'ÉPA comme moyen, le MÉPACQ définit les deux grands champs de son intervention : 1) les luttes sociales pour réaliser une transformation sociale; et 2) la lutte pour obtenir le financement nécessaire pour mener les luttes de transformation sociale.

2001 - Adoption de la PRAC

La PRAC étant adoptée, la lutte pour la reconnaissance de l'ÉPA au MÉQ prend fin. Le programme du MEQ est aboli. Suite au Congrès de 2000, le MÉPACQ se redéploie.

2001 - Mobilisation du MÉPACQ pour le Sommet des Amériques

La première grande mobilisation nationale du MÉPACQ sur un enjeu politique. Le sommet porte sur la Zone de libre échange des Amériques (ZLÉA), mais est mieux connue pour les mesures de sécurité et de répression policière. Dans les années suivantes, la lutte contre la ZLÉA prend différentes formes au MÉPACQ et dans les tables régionales.

2002 - « Déclaration de principe du MÉPACQ sur la mondialisation »

Adoption et publication d'un document d'orientation politique qui est l'aboutissement d'une longue consultation au sein du MÉPACQ.

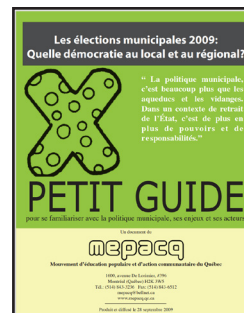
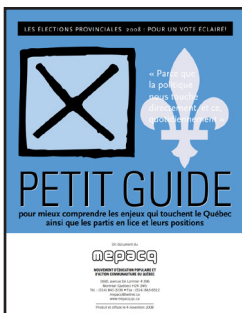
2002 - Le MÉPACQ et la pauvreté



L'adoption de la Loi 112 (contre la pauvreté et l'exclusion sociale) permet au MÉPACQ d'articuler une analyse critique de la lutte étatique contre la pauvreté. Celle-ci se concrétise par un positionnement clair sur l'approche territoriale intégrée (2013). Plusieurs tables régionales sont des poteaux régionaux du Collectif pour un Québec sans pauvreté.

2003 - « Les Guides électoraux »

Le MÉPACQ produit des guides électoraux lors de toutes les élections (fédérales, provinciales, municipales). Ces guides sont très appréciés à l'intérieur et à l'extérieur du MÉPACQ.



2003 -Création des Réseaux vigilance et de la Coalition « J'ai jamais voté pour ça» (Montréal)

En réaction au projet de réingénierie de l'État du gouvernement du Parti Libéral du Québec (PLQ), des coalitions inter syndicale/ communautaire se forment partout au Québec. Les tables régionales en ÉPA y jouent un rôle important. Une diversité d'actions se réalise sur plusieurs années.



2006 - Congrès d'orientation

Lors d'un deuxième congrès d'orientation en peu de temps, le MÉPACQ se positionne formellement en opposition au projet néolibéral et en soutien aux luttes qui résistent au néolibéralisme.

2007 - Le MÉPACQ et l'environnement



Dès le colloque Au grand cirque de la mondialisation (2007), le MÉPACQ aborde de front l'environnement dans une perspective de justice sociale. Plusieurs publications traitent des enjeux environnementaux (le modèle industriel de l'agriculture, le Plan Nord...). En 2019, le MÉPACQ se joint au Front commun pour la transition énergétique.

2011 - Le MÉPACQ et le RODCD

Le MÉPACQ contribue activement au processus d'autonomisation du comité défense collective des droits (DCD) du RQACA qui a mené à la création du RODCD (2011). Le MÉPACQ est le moteur de la campagne « Les droits ça se défend »; il est également l'instigateur de la première rencontre nationale des groupes en DCD (Cap-de-la-Madeleine, 2014).



2012 - Le MÉPACQ et la Coalition opposées à la privatisation et à la tarification des services publics (Coalition de la Main Rouge)



Dès le début, le MÉPACQ est actif au sein de cette coalition qui a mené des luttes contre les politiques d'austérité. En région, plusieurs tables en sont les poteaux régionaux.

2012 - Le MÉPACQ et la lutte des carrés rouge

Plusieurs militants et militantes associées au MÉPACQ se joignent au mouvement étudiant et écologiste dans une lutte historique. Cette vague de protestation populaire fait tomber le gouvernement du PLQ (Charest).

2013 - La lutte à la pauvreté : « Aider, c'est bien. Combattre les causes, c'est mieux! »

Le positionnement du MÉPACQ sur l'approche territoriale intégrée (ATI), soit la stratégie gouvernementale de lutte à la pauvreté

2013 - « Les Poupées Russes »

Un outil évolutif produit par le MÉPACQ pour permettre aux groupes de suivre l'évolution des tentatives étatiques d'institutionnaliser les groupes communautaires : le renouvellement du cadre de référence et du plan d'action en matière d'action communautaire, des modifications à la Loi sur le lobbyisme, les différents efforts de restructurer juridiquement les OSBL en modifiant la Loi sur les compagnies, etc.



2014 - « Les démons de la mobilisation »

Une tournée nationale de formation du MÉPACQ sur les obstacles à la mobilisation. Elle vise, entre autres, à préparer la campagne « Engagez-vous pour le communautaire ».

2015 - Le MÉPACQ et la campagne Engagez-vous pour le communautaire

Le MÉPACQ joue un rôle important dans la création de la campagne consolidée du communautaire qui revendique davantage de justice sociale, de reconnaissance du travail du communautaire et un financement à la hauteur de cette reconnaissance. Le MÉPACQ participe aux grèves politiques du communautaire (2015, 2016). L'augmentation du financement du communautaire (2018-2019), dont celle octroyée aux groupes en DCD, découle directement de ces mobilisations.



2016 - Le MÉPACQ et les Forums sociaux

Les années 2010 voient l'organisation des Forums sociaux partout au Québec. Ceux-ci se veulent des « happenings » larges des groupes progressistes. Plusieurs tables régionales en ÉPA y participent. Le MÉPACQ participe au Forum social mondial (Montréal, 2016).



2018 - Outils et formation sur le racisme

À la suite de la tuerie à la mosquée de Québec, le MÉPACQ amorce un travail sur le racisme structurel au Québec.

2019 - Le MÉPACQ et la lutte environnementale

Déjà signalé en 2007, réaffirmons la volonté de l'ensemble du MÉPACQ de se mobiliser sur les enjeux de la crise environnementale et ce, dans une perspective de justice sociale!



Section de quessé?!



Lexique des abréviations

AC – Action communautaire

APA – Alphabétisation populaire autonome

ATI – Approche territoriale intégrée

CDC - Corporation de développement communautaire

COCQ – Coalition des organismes communautaires du Québec (feu)

CPD – Comité des priorités des dons de la CRCQ

CRCQ - Conférence religieuse canadienne – Québec

DCD – Défense collective des droits

ÉPA – Éducation populaire autonome

FAACA – Fonds d'aide à l'action communautaire autonome

ICÉA – Institut de coopération en éducation des adultes (autrefois l'Institut canadien de l'éducation des adultes)

MÉPACQ – Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec

MÉQ – ministère de l'Éducation du Québec

OSBL – Organisme sans but lucratif

OVEP – Organisme volontaire d'éducation populaire

PLQ – Parti libéral du Québec

PQ – Parti québécois

PRAC – Politique de reconnaissance de l'action communautaire

PSÉPA / PSAPA – Programme de soutien à l'éducation populaire autonome. Devient le PSOÉPA (organismes) en 2000 / Programme de soutien à l'alphabétisation populaire autonome

RAPC – Régime d'assistance publique du Canada

RGPAQ – Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec

RODCD – Regroupement des organismes en défense collective des droits

RQACA – Réseau québécois de l'action communautaire autonome

SPQ – Solidarité populaire Québec

SSS – Santé et services sociaux

TROVEP – Table ronde (ou régionale) des OVEP

ZLÉA – Zone de libre échange des Amériques

Pour en savoir plus sur votre Table régionale d'éducation populaire

AGÉPA - Centre- du-Québec

819 795-4441 | info@agepa.qc.ca
www.agepa.qc.ca

MÉPAC - Saguenay-Lac-Saint-Jean Chibougamau-Chapais

418 412-4545
coordomepac@mepac.net
www.mepac.qc.ca

MÉPAL - Lanaudière

450 752-4700 | info@mepal.net
www.mepal.net

RÉPAC-03-12 Québec et Chaudière-Appalaches

418 523-4158 | repac@repac.org
www.repac.org

RÉPAT - Abitibi-Témiscamingue

819 762-3114 | info@lerepat.org
www.lerepat.org

ROÉPAM - Mauricie

819 379-2889
roepam.mauricie@gmail.com

Table des groupes populaires - Côte-Nord

418 589-2809
table@groupepopulaires.org

TROVEP de l'Estrie

819 566-2727 | trovepe@gmail.com
www.trovepe.com

TROVEP de la Montérégie

450 443-9330
jtrovepm@syndicatdechamplain.com
www.trovepm.org

TROVEP de Montréal

514 527-1112
coordo@trovepmontréal.org
www.trovepmontréal.org

TROVEP de l'Outaouais

819 771-5862
coordination.trovepo@outlook.com
www.trovepo.org